

et alertent les médias afin de rappeler aux gouvernements la responsabilité qu'ils ont d'honorer leurs engagements. Le fait d'étendre ce rôle jusqu'à l'OMC est une chose parfaitement naturelle qui devrait même être facilitée autant que possible. Mais cela ne résoudrait pas tous les problèmes : les plus soupçonneux en déduiraient que la transparence des procédures officielles de l'OMC témoigne simplement du fait que la véritable prise de décision se fait ailleurs, dans l'ombre.

Le degré de transparence que les gouvernements à l'échelle de la planète sont prêts à tolérer dans le cadre de l'OMC est une question controversée. Des mesures de nature à promouvoir la distribution de documents, l'affichage d'information à caractère plus officiel sur les sites Web ainsi qu'à faciliter et encourager les séances d'information représentent un minimum.

Arguments en faveur d'une analyse plus approfondie

Après Seattle, il a beaucoup été question du « déficit démocratique » au sein même de l'OMC, mais aussi de façon plus générale au sein du système de gouvernance mondiale. En revanche, le « déficit d'analyse » n'a pas retenu autant l'attention. Pourtant, il est permis de penser que l'absence d'arguments convaincants en faveur du lancement d'un nouveau cycle de négociations a peut-être pesé aussi lourd dans l'échec ultime de la Conférence ministérielle de Seattle que tout autre facteur. Il faut faire état ici de deux choses : d'une part, les membres de l'OMC eux-mêmes n'étaient pas convaincus que les avantages nets potentiels d'un nouveau cycle de négociation étaient trop importants pour qu'on puisse les laisser passer; d'autre part, les principaux constituants, comme les entreprises, de même que la population en général, n'étaient pas non plus convaincus de la nécessité d'un nouveau cycle et n'ont donc pas fourni l'appui politique nécessaire à la prise des décisions difficiles que les ministres devraient inévitablement se résoudre à prendre dans des domaines délicats. Le manque d'analyse témoigne donc de